

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08002 Charleville-Mézières

Strasbourg, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METAL BLANC SA

48 rue Pasteur
08230 Bourg-Fidèle

Références : SPRA - FaC/DeF - n° 25/499
Code AIOT : 0005701056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 de l'établissement METAL BLANC SA implanté RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale en 2025 relative à la perte d'utilités, notamment, en ce qui concerne la vérification des modalités de prise en compte des utilités nécessaires au fonctionnement des mesures de maîtrise des risques dans l'évaluation de leur efficacité en particulier dans les établissements de type Seveso.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAL BLANC SA
- RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle
- Code AIOT : 0005701056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société METAL BLANC est une installation classée pour la protection de l'environnement avec un statut Seveso Seuil Haut. Les activités sont relatives à l'exploitation d'une fonderie de plomb et d'alliages contenant du plomb provenant principalement de la collecte de batteries usagées. L'inspection a procédé lors de l'inspection à un contrôle visuel des principales installations de production.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2 | Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 5 | Actions engagées pour la mise en sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Plan opération interne | Code de l'environnement, article R.515-100 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Alimentation en énergie et utilités associées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet |
| 3 | Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet |
| 4 | Arrêts et mise en sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet |
| 6 | Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral d'autorisation de la société METAL BLANC étant antérieur au 1^{er} septembre 2022, les dispositions prévues par l'article 52 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2026 à l'établissement. Dans ce cadre, l'exploitant a indiqué au service de l'inspection procéder à l'étude de la disponibilité de l'ensemble de ses utilités permettant aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité. Cette étude est incluse dans une démarche de mise à jour de son étude de dangers qui doit être finalisée vers la fin de l'année 2025. En complément des observations sur l'affichage des consignes de sécurité et du test de fiabilité du système de détection des fumées pour le stockage de polypropylène, l'inspection a également indiqué à l'exploitant la nécessité d'effectuer un exercice annuel en 2025 de son plan d'opération interne de l'établissement, conformément aux dispositions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026. |
| Constats : Les installations sont régies par l'arrêté préfectoral n°4786 du 31 mars 2008 complété par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° I-4991 du 26 janvier 2017 autorisant l'exploitation des installations de fonderie de plomb et d'alliages contenant du plomb sur le territoire de Bourg-Fidèle. La demande d'autorisation est, en conséquence, antérieure au 1 ^{er} septembre 2022. Le service de l'inspection a examiné les différentes utilités présentes dans l'établissement, notamment, l'alimentation électrique, le réseau d'eau et le réseau d'air comprimé. L'exploitant a indiqué au service de l'inspection que l'analyse de la permanence du fonctionnement de ces utilités et les éventuels travaux de mise en conformité, au regard des futures obligations fixées par l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, est effectuée dans le cadre d'une démarche globale de la mise à jour de son étude de dangers de son établissement et dont l'échéance de rédaction est prévue dans le courant de la fin de l'année 2025. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu des éléments communiqués, le service de l'inspection n'a pas d'observations à formuler. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test |
| Prescription contrôlée : Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. |

| |
|--|
| Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. |
| <p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers actuelle présente un unique phénomène dangereux dont les effets thermiques sont susceptibles d'engendrer des conséquences à l'extérieur de l'établissement.</p> <p>Ce phénomène dangereux concerne le stockage de polypropylène.</p> <p>Afin d'assurer la prévention de ce phénomène dangereux, l'exploitant dispose d'un système de détection des fumées d'incendie positionné au niveau du hall de réception des batteries usagées.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté visuellement une distance d'éloignement importante entre le système de détection et le stockage.</p> <p>Actuellement, aucun test entre le dispositif de détection et le stockage de polypropylène n'a été réalisé ce qui ne permet pas à l'exploitant de s'assurer de la pertinence et de la fiabilité du système de prévention de détection d'un éventuel incendie.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un test entre le dispositif de détection et le stockage de polypropylène doit être effectué, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La stratégie spécifique en cas de perte d'utilité électrique permettant le maintien en sécurité des installations dans ces conditions et les dispositions de mise à l'arrêt, par exemple, dans le cadre des opérations de maintenance, conformément aux dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, sera étudiée et intégrée dans la démarche de mise à jour de l'étude de dangers effectuée par l'exploitant et dont l'échéance est attendue pour la fin de l'année 2025.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Aucune observation n'est formulée par le service de l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Arrêts et mise en sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité |
| Prescription contrôlée : [...] Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1 ^{er} janvier 2026. |
| Constats : Un plan d'action permettant le maintien en service des barrières de sécurité ou de mesures de maîtrise des risques, conformément aux dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, sera étudié et intégré dans la démarche de mise à jour de l'étude de dangers effectuée par l'exploitant et dont l'échéance est attendue pour la fin de l'année 2025. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Aucune observation |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Actions engagées pour la mise en sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité |
| Prescription contrôlée : Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. [...] |
| Constats : Lors de l'inspection dans les ateliers, le service de l'inspection a constaté l'absence d'affichage des consignes de sécurité dans quelques ateliers et lieux fréquentés par le personnel. Dans certains ateliers, l'affichage des consignes est conformément réalisé mais sont souillées réduisant leur lisibilité et par conséquent leur efficacité. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de remédier à cette situation d'absence de consignes de sécurité en procédant à l'affichage de ces consignes dans les lieux fréquentés par le personnel concerné, ces consignes doivent être judicieusement réparties dans les ateliers et facilement accessibles, visibles et lisibles. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique |
| Prescription contrôlée : [...] Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026. [...] |
| Constats : L'exploitant a informé le service de l'inspection de procéder à une réflexion visant à installer un groupe électrogène adapté afin de lui permettre de consolider ses dispositifs de continuité électrique pour ses installations. Le cas échéant, l'installation de cet équipement sera intégré à l'analyse de risques contenue dans la mise à jour de son étude de dangers et qui fait l'objet d'une démarche parallèle au présent rapport de l'inspection. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Aucune observation n'est à formuler de la part du service de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Plan opération interne

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.515-100 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Exercice annuel |
| Prescription contrôlée : [...]Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. |
| Constats : Le dernier exercice permettant de tester le plan d'opération interne (POI) de l'établissement a été réalisé en date du 18 juillet 2024 avec pour scénario l'incendie du filtre presse. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société METAL BLANC doit réaliser son exercice annuel permettant de tester son plan d'opération interne avant la fin de l'année 2025, conformément aux dispositions de l'article R. 515-100 du Code de l'Environnement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |